

No. 47112

—
**Spain
and
France**

Agreement concluded between the Kingdom of Spain and the French Republic concerning the creation of a Hispano-French intergovernmental commission for the supervision of the construction and exploitation of the international section of the "South Europe Atlantic" high-speed rail link. Madrid, 23 January 2008 and Paris, 8 February 2008

Entry into force: *provisionally on 8 February 2008 by signature and definitively on 1 February 2010 by notification, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 8 February 2010*

—
**Espagne
et
France**

Accord conclu entre le Royaume d'Espagne et la République française relatif à la création d'une commission intergouvernementale hispano-française pour la supervision de la construction et de l'exploitation de la section internationale de la liaison ferroviaire à grande vitesse "Sud Europe Atlantique". Madrid, 23 janvier 2008 et Paris, 8 février 2008

Entrée en vigueur : *provisoirement le 8 février 2008 par signature et définitivement le 1^{er} février 2010 par notification, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 8 février 2010*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD CONCLU
ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA REPUBLIQUE FRANCAISE
RELATIF A LA CREATION D'UNE
COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE HISPANO-FRANCAISE
POUR LA SUPERVISION DE LA CONSTRUCTION ET DE L'EXPLOITATION
DE LA SECTION INTERNATIONALE DE LA LIAISON FERROVIAIRE
A GRANDE VITESSE "SUD EUROPE ATLANTIQUE"**

Vu la croissance des flux transpyrénéens du transport terrestre,
Convaincus de la nécessité de continuer à développer le réseau ferroviaire à grande vitesse entre l'Espagne et la France, et en particulier la liaison ferroviaire Vitoria-Dax,
Convaincus qu'une nouvelle connexion ferroviaire à grande vitesse améliorera les communications entre l'Espagne et la France, dynamisant les relations entre les deux pays et rééquilibrant les modes de transport ferroviaire et routier ;

Vu la décision du 29 avril 2004 révisant les orientations pour le développement du Réseau Transeuropéen de Transport (RTE-T) incluant la branche atlantique de la liaison ferroviaire du Projet Prioritaire n°3 «Axe ferroviaire à grande vitesse du sud ouest de l'Europe »

Considérant les résolutions approuvées à l'occasion de la déclaration d'intention signée à Gérone le 16 novembre 2006,

Le Royaume d'Espagne et la République Française, dénommés ci-après les "Parties", ont convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Le présent Accord a pour objet la constitution d'une Commission Intergouvernementale chargée de superviser les conditions de construction et d'exploitation de la section internationale de la liaison ferroviaire à grande vitesse "SUD EUROPE ATLANTIQUE".

La liaison dont les études de définition sont en cours est constituée d'une ligne nouvelle à grande vitesse à écartement européen standard, équipée d'une double voie et conçue pour le trafic mixte de voyageurs et de marchandises.

Article 2 – Compétences

Il appartient à la Commission Intergouvernementale de :

- Informer les deux Gouvernements et émettre toute proposition opportune concernant les études, projets, financement, construction et exploitation future de la section internationale ;
- Superviser, au nom des deux Gouvernements et par délégation de ceux-ci, les travaux réalisés par le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) "SUD EUROPE ATLANTIQUE" tronçon Vitoria-Dax, ou en forme abrégée "GEIE SEA Vitoria-Dax", créé le 7 mars 2005 entre les établissements publics Administrador de Infraestructuras Ferroviarias (ADIF) et Réseau Ferré de France (RFF) ;
- Coordonner les projets d'infrastructures ferroviaires espagnols et français de la section internationale, avec ceux correspondants au reste des tronçons entre Vitoria et Dax, tant à moyen terme qu'à long terme.

Article 3 – Relations avec les collectivités territoriales et les instances communautaires

Dans le cadre de sa mission, la Commission Intergouvernementale est autorisée à prendre tous contacts nécessaires avec les instances communautaires.

Les délégations de chaque Partie assurent, pour leur part, les contacts nécessaires avec les collectivités territoriales intéressées.

Article 4 – Collaboration avec les administrations, experts et organismes.

Pour l'exercice de sa mission, la Commission Intergouvernementale peut faire appel à la collaboration des administrations de chaque Partie.

En fonction des nécessités, elle peut recourir à tout organisme ou expert choisi par elle, en particulier en matière de transport ferroviaire.

Article 5 – Composition

La Commission Intergouvernementale est composée paritairement de deux délégations désignées respectivement par les Gouvernements du Royaume d'Espagne et de la République française.

Chaque délégation compte sept membres.

La délégation espagnole est composée de deux représentants du Ministère du Développement, l'un d'eux est le chef de la délégation, un représentant du Ministère de l'Environnement, un représentant du Ministère de l'Economie, un représentant du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, un représentant du Ministère de l'Intérieur et un représentant du Ministère des Administrations publiques.

La délégation française est composée de trois représentants du Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables, l'un d'eux est le chef de la délégation, un représentant du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, un représentant du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, un représentant du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités territoriales et un représentant du Ministère du Budget, Comptes publics et fonction publique.

Les avis et recommandations de la Commission Intergouvernementale sont pris conjointement par les chefs de chaque délégation.

Article 6 – Présidence

Le chef de chacune des délégations exerce alternativement la présidence de la Commission Intergouvernementale pour une durée d'un an.

Article 7 – Règlement intérieur

La Commission Intergouvernementale établit son règlement intérieur, et le soumet à l'approbation des deux Gouvernements. Dans celui-ci, il peut être envisagé la création de groupes de travail.

Article 8 – Résolution de litiges

Au cas où un différend surgirait entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Accord, les Parties s'efforceront en premier lieu de le régler par voie de négociations directes ou par la voie diplomatique.

Article 9 - Frais

Les frais de fonctionnement de la Commission Intergouvernementale sont pris en charge pour moitié par chacune des Parties et dans la limite de leurs disponibilités budgétaires.

Article 10 – Durée

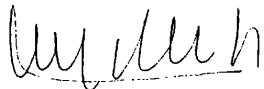
Le présent accord s'appliquera de manière provisoire à la date de signature. Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de la dernière notification

Cet accord est en vigueur jusqu'à ce qu'une des Parties le dénonce sous réserve d'un préavis d'un an notifié par voie diplomatique.

Fait en deux exemplaires en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi,

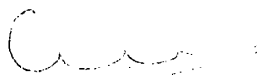
A Madrid le 23 janvier 2008, et à Paris le - 8 FEV. 2008

Pour le Royaume d'Espagne,
La Ministre du Développement



Magdalena ÁLVAREZ ARZA

Pour la République française,
Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, du
Développement et de l'Aménagement Durables



Jean Louis BORLOO

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO CELEBRADO
ENTRE EL REINO DE ESPAÑA
Y LA REPÚBLICA FRANCESA
REFERENTE A LA CREACIÓN DE
UNA COMISIÓN INTERGUBERNAMENTAL
HISPANO-FRANCESA
PARA LA SUPERVISIÓN DE LA CONSTRUCCIÓN Y DE LA EXPLOTACIÓN DE LA SECCIÓN
INTERNACIONAL
DEL ENLACE FERROVIARIO
DE ALTA VELOCIDAD “SUR EUROPA ATLÁNTICO”**

Teniendo en cuenta el crecimiento de los flujos transpirenaicos del transporte terrestre;
Convencidos de la necesidad de seguir desarrollando la red ferroviaria de alta velocidad entre España y Francia, y en particular el enlace ferroviario entre Vitoria y Dax;
Convencidos de que una nueva conexión ferroviaria en alta velocidad mejorará las comunicaciones entre España y Francia, impulsando las relaciones entre los dos países y reequilibrando los modos de transporte ferroviario y por carretera;

Teniendo en cuenta la Decisión del 29 de abril de 2004 por la que se revisan las orientaciones para el desarrollo de la red transeuropea de transporte (RTE-T) que incluye el enlace ferroviario dentro de la rama atlántica del Proyecto Prioritario nº 3 “Eje Ferroviario de Alta Velocidad del Suroeste de Europa”;
Considerando las resoluciones aprobadas con ocasión de la Declaración de Intenciones firmada en Girona el 16 de noviembre de 2006,

El Reino de España y la República Francesa, en lo sucesivo denominados las “Partes”, han convenido lo que sigue:

Artículo 1 - Objeto

El presente Acuerdo tiene por objeto la creación de una Comisión Intergubernamental encargada de supervisar las condiciones de construcción y explotación de la sección internacional del enlace ferroviario de alta velocidad “SUR EUROPA ATLÁNTICO”.

El enlace, cuyos estudios de definición están en curso, está constituido por una nueva línea de alta velocidad con ancho europeo estándar, equipada con doble vía y concebida para tráfico mixto de viajeros y mercancías.

Artículo 2 - Competencias

Corresponderá a la Comisión Intergubernamental:

- Informar a los dos Gobiernos y emitir las propuestas oportunas en lo que concierne a los estudios, proyectos, financiación, construcción y explotación futura de la sección internacional ;
- Supervisar en nombre de los dos Gobiernos y por delegación de éstos los trabajos realizados por la Agrupación Europea de Interés Económico (AEIE) "SUR EUROPA ATLÁNTICO" tramo Vitoria-Dax, o de forma abreviada "AEIE SEA Vitoria-Dax", creada el 7 de marzo de 2005 entre las entidades públicas Administrador de Infraestructuras Ferroviarias (ADIF) y Réseau Ferré de France (RFF) ;
- Coordinar los proyectos de infraestructuras ferroviarias español y francés de la sección internacional, con los correspondientes al resto de los tramos entre Dax y Vitoria, tanto a medio como a largo plazo.

Artículo 3 – Relaciones con las entidades territoriales y las instancias comunitarias

La Comisión Intergubernamental está facultada, en el marco de su misión, para realizar cuantos contactos considere necesarios con las instancias comunitarias.

Las delegaciones de cada Parte garantizarán, a su vez, los contactos necesarios con las entidades territoriales implicadas.

Artículo 4 - Colaboración con las administraciones, los expertos y los organismos

Para el desempeño de su misión, la Comisión Intergubernamental puede contar con la colaboración de las administraciones de cada Parte.

En función de las necesidades, puede recurrir a cualquier organismo o experto por ella elegido, en particular en materia de transporte ferroviario

Artículo 5 - Composición

La Comisión Intergubernamental está compuesta, de forma paritaria, por dos delegaciones designadas respectivamente por los Gobiernos del Reino de España y de la República Francesa.

Cada delegación constará de siete miembros.

La delegación española está formada por dos representantes del Ministerio de Fomento, uno de ellos jefe de la delegación, un representante del Ministerio de Medio Ambiente, un representante del Ministerio de Economía y Hacienda, un representante del Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación, un representante del Ministerio de Interior y un representante del Ministerio de Administraciones Públicas.

La delegación francesa está formada por tres representantes del Ministerio de Ecología, Fomento y Desarrollo Sostenible, uno de los cuales será el jefe de la delegación, un representante del Ministerio de Economía, Hacienda y Trabajo, un representante del Ministerio de Asuntos Exteriores y Europeos, un representante del Ministerio de Interior, Ultramar y entidades territoriales y un representante del Ministerio de Presupuesto, Cuentas Públicas y Administración pública.

Las observaciones y recomendaciones de la Comisión Intergubernamental serán adoptadas conjuntamente por los jefes de cada delegación.

Artículo 6 – Presidencia

El jefe de cada una de las delegaciones desempeñará alternativamente, y por espacio de un año, la presidencia de la Comisión Intergubernamental.

Artículo 7 - Reglamento Interno

La Comisión Intergubernamental establecerá su reglamento interno, y lo someterá a la aprobación de los dos Gobiernos. En él podrá establecerse la creación de grupos de trabajo.

Artículo 8 - Resolución de discrepancias

En caso de discrepancias entre las Partes en relación a la interpretación o a la aplicación del presente Acuerdo, éstas se dirimirán mediante negociación directa, en primer lugar, o por vía diplomática.

Artículo 9 - Gastos

Los gastos de funcionamiento de la Comisión Intergubernamental serán abonados al cincuenta por ciento por cada una de las Partes, con el límite de sus disponibilidades presupuestarias.

Artículo 10 - Duración

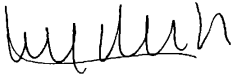
El presente Acuerdo se aplicará de forma provisional desde la fecha de firma. Cada una de las partes notificará a la otra el cumplimiento de los requisitos internos de aprobación necesarios para la entrada en vigor del presente Acuerdo, que tendrá efecto a partir del primer día del segundo mes siguiente a la última notificación.

Este acuerdo estará vigente hasta que una de las Partes lo denuncie, bajo reserva de un preaviso de un año notificado por vía diplomática.

Hecho en dos ejemplares, en lengua española y francesa, cuyos textos dan igualmente fe.

En Madrid el 23 de enero de 2008, y en París, el 8 de febrero de 2008.

Por el Reino de España,
La Ministra de Fomento



Magdalena ÁLVAREZ ARZA

Por la República Francesa,
El Ministro de Estado,
Ministro de l'Écologie, du Développement et de
l'Aménagement Durables



[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE CREATION OF A HISPANO-FRENCH INTERGOVERNMENTAL COMMISSION FOR THE SUPERVISION OF THE CONSTRUCTION AND EXPLOITATION OF THE INTERNATIONAL SECTION OF THE “SOUTH EUROPE ATLANTIC” HIGH-SPEED RAIL LINK

Having regard to the increase in trans-Pyrenean land transport,

Convinced of the need to continue to develop the high-speed railway network between Spain and France, and in particular the Vitoria-Dax rail link,

Convinced that a new high-speed rail connection will improve communication between Spain and France, encouraging relations between the two countries and rebalancing the rail and road transport modes,

Having regard to the decision of 29 April 2004 amending the guidelines for the development of the Trans-European Transport Network (TEN-T) including the Atlantic branch of the Priority Project No. 3 rail link: “High-speed rail axis of south-west Europe”,

Considering the resolutions approved on the occasion of the declaration of intent signed at Girona on 16 November 2006,

The Kingdom of Spain and the French Republic, hereinafter referred to as the “Parties”, have agreed as follows:

Article 1. Purpose

The purpose of this Agreement is to create an Intergovernmental Commission to supervise the conditions of the construction and exploitation of the international section of the “South Europe Atlantic” high-speed railway link.

The link for which definition studies are being carried out consists of a new European standard gauge high-speed double-track line, designed for a mix of passenger and freight traffic.

Article 2. Functions

The Intergovernmental Commission shall have the following functions:

- To inform the two Governments and issue any timely proposals concerning studies, projects, financing, construction and future exploitation of the international section;
- To supervise, on behalf of the two Governments and as appointed representatives thereof, the work carried out by the European Economic Interest Grouping (EEIG) South Europe Atlantic – Vitoria-Dax Connection or, in abbreviated form, “EEIG SEA Vitoria-Dax”, created on 7 March 2005 between the Adminis-

trador de Infraestructuras Ferroviarias (ADIF) and the Réseau Ferré de France (RFF) public institutions;

- To coordinate, over the medium and long term, Spanish and French railway infrastructure projects on the international section with those corresponding to the remaining sections between Vitoria and Dax.

Article 3. Relations with local authorities and European Union bodies

In the performance of its functions, the Intergovernmental Commission shall be authorized to make the necessary contacts with European Union bodies.

The representatives of each Party, for their part, shall make the necessary contacts with the local authorities concerned.

Article 4. Collaboration with administrative services, experts and bodies

In order to perform its functions, the Intergovernmental Commission may seek the collaboration of the administrative services of each Party.

Where necessary, it may invoke the assistance of any body or expert of its choice, in particular with regard to railway transport.

Article 5. Composition

The Intergovernmental Commission shall be composed on an equal basis of two delegations appointed respectively by the Governments of the Kingdom of Spain and the French Republic.

Each delegation shall have seven members.

The Spanish delegation shall be composed of two representatives of the Ministry of Development, one of them being the head of the delegation, one representative of the Ministry of the Environment, one representative of the Ministry of the Economy, one representative of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation, one representative of the Ministry of the Interior and one representative of the Ministry of Public Administration.

The French delegation shall be composed of three representatives of the Ministry of Ecology, Sustainable Development and Town and Country Planning, one of them being the head of the delegation, one representative of the Ministry of the Economy, Finance and Employment, one representative of the Ministry of Foreign and European Affairs, one representative of the Ministry of the Interior, Overseas Territories and Local and Regional Authorities and one representative of the Ministry of the Budget, Public Accounts and Civil Service.

The decisions and recommendations of the Intergovernmental Commission shall be made jointly by the heads of each delegation.

Article 6. Presiding officer

The head of each delegation shall alternately preside over the Intergovernmental Commission for a term of one year.

Article 7. Rules of procedure

The Intergovernmental Commission shall establish its rules of procedure and submit them to the two Governments for approval. The rules of procedure may envisage the creation of working groups.

Article 8. Settlement of disputes

If any dispute arises between the Parties relating to the interpretation or application of this Agreement, the Parties shall first endeavour to settle it through direct negotiations or through the diplomatic channel.

Article 9. Expenses

The operating expenses of the Intergovernmental Commission shall be shared equally between the two Parties within the limits of their available budgets.

Article 10. Duration

This Agreement shall apply provisionally from the date of its signature. Each Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of the last notification.

This Agreement shall remain in force unless either of the Parties denounces it by giving one year's notice to that effect through the diplomatic channel.

DONE in two originals in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

At Madrid on 23 January 2008 and at Paris on 8 February 2008.

For the Kingdom of Spain:

MAGDALENA ÁLVAREZ ARZA
Minister for Development

For the French Republic:

JEAN-LOUIS BORLOO
Minister of State, Minister for Ecology, Sustainable Development and Town and Country
Planning